

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves GUINÉE/PRÉSIDENTIELLE. MACRON ÉCRIT À CONDÉ

Le président français Emmanuel Macron a adressé ses "vœux de succès" à son homologue guinéen Alpha Condé mais s'est abstenu de le féliciter pour sa victoire proclamée à la présidentielle d'octobre, dans une correspondance consultée hier par L'AFP. M. Macron a mis plus de trois semaines depuis la proclamation de la victoire de M. Condé et un mois et demi depuis l'élection pour adresser au président guinéen cette lettre dans laquelle affleure la désapprobation française devant les conditions du scrutin. Elle rappelle les "divisions et les interrogations" qui ont marqué cette élection.

NIGERIA/TUERIE. LE BILAN OFFICIEL GRIMPE À 76 MORTS, BOKO HARAM REVENDIQUE L'ATTAQUE

Le groupe jihadiste Boko Haram a revendiqué hier la tuerie de samedi contre des travailleurs agricoles dans le nord-est du Nigeria, qui a fait 76 morts selon un dernier bilan des autorités. Dans une vidéo de propagande, le groupe dirigé par le chef traditionnel Abubakar Shekau affirme avoir tué des dizaines de villageois du district de Jere, à quelques kilomètres de Maiduguri, la capitale de l'Etat du Borno, pour des motifs de vengeance.

RDCONGO/CRISE. MISE EN GARDE CONTRE LA GARDE RÉPUBLICAINE

Le chef de la Garde républicaine de la République démocratique du Congo a ordonné à ses hommes de "ne pas comploter" contre le président Félix Tshisekedi, en pleine crise au sein de la coalition au pouvoir avec les forces politiques de son prédécesseur Joseph Kabila. "Je vous invite à ne pas comploter contre le pouvoir en participant à des réunions clandestines. Restez des patriotes habités par la loyauté, la fidélité envers le chef de l'État", a déclaré le général-major Christian Tshiwewe, chef de la Garde républicaine (GR), l'unité d'élite chargée de la protection du chef de l'État.

Etats-Unis : des femmes et des membres de minorités pour piloter l'économie

M. A. (Source AFP)
Libreville/Gabon

JANET Yellen, Neera Tanden, Heather Boushey : c'est aux femmes et aux représentantes des minorités que le président américain élu Joe Biden a choisi de confier les clés de l'économie – un fait largement souligné par le futur locataire de la Maison Blanche, élu à la tête d'un pays déchiré par le racisme et les divisions politiques.

Janet Yellen d'abord. L'ancienne patronne de la Banque centrale, 74 ans, devrait diriger le Trésor, la première femme à ce poste après avoir déjà été la première à présider la puissante Réserve fédérale (Fed) entre 2014 et 2018. Sa première tâche consistera à faire voter en urgence un nouveau plan d'aide en faveur des plus vulnérables, alors que celui du printemps expire.

Sa nomination devrait être confirmée par le Sénat même si les républicains gardaient la majorité en janvier. Le président républicain de la commission financière du Sénat, Chuck Grassley, a déjà estimé que Mme Yellen devrait recueillir "un avis favorable".

Wally Adeyemo ensuite. D'origine nigériane, présenté comme "expert en politique macroéconomique", M. Adeyemo, qui occupera le poste de secrétaire adjoint du Trésor, a été directeur adjoint du Conseil économique national, conseiller à la sécurité nationale et chef de cabinet au Bureau de la protection financière des consommateurs. "S'il est confirmé, M. Adeyemo serait le premier secrétaire adjoint au Trésor afro-américain", a souligné M. Biden.

Neera Tanden encore. D'origine indienne, elle a été nommée directrice du Bureau de la gestion et du budget. Cette nomination ne fait toutefois pas l'unanimité parmi les démocrates les plus progressistes et pourrait être bloquée au Sénat, des républicains ayant déjà fait connaître leur opposition. Et puis, il y a Cecilia Rouse, une autre femme proposée pour diriger le Conseil des conseillers économiques du président. Là encore, une nomination inédite, relève le président Biden : "Elle deviendra la première Afro-Américaine et seulement la quatrième femme à diriger ce Conseil en 74 ans d'existence".



Janet Yellen est la tête d'affiche de l'équipe nommée par Joe Biden pour reconstruire l'économie.

Heather Boushey, enfin. Qualifiée d'"économiste éminente" dont les travaux de recherches portaient sur les inégalités économiques, elle sera

également membre de ce Conseil, une agence de la Maison Blanche chargée d'aider à élaborer la politique économique nationale et internationale.

"Voici l'équipe (...) qui nous aidera à reconstruire notre économie encore plus forte que jamais", s'est enthousiasmé le président élu lundi.

Biden officiellement victorieux dans l'Arizona et le Wisconsin



L'Arizona et le Wisconsin, deux Etats-clés définitivement dans l'escarcelle de Joe Biden.

M. A.
Libreville/Gabon

LES Etats-clés de l'Arizona et du Wisconsin définitivement dans l'escarcelle du candidat démocrate Joe Biden. Les deux "swing States" ont, en effet, officiellement certifié lundi la victoire de l'ancien vice-président de Barack Obama à la présidentielle du 3 novembre, cimentant encore davantage son

succès face à Donald Trump, qui n'a toujours pas concédé sa défaite.

"Aujourd'hui, nous avons signé la certification de l'élection de 2020 en Arizona", a tweeté Doug Ducey, le gouverneur républicain de cet Etat qui a basculé dans le camp démocrate pour la première fois depuis près de 25 ans. Responsable des opérations électorales, la secrétaire d'Etat démocrate de l'Arizona, Katie Hobbs,

a salué une élection "menée avec transparence, précision et équité (...), malgré les nombreuses allégations infondées qui prétendaient le contraire".

Plus tard dans la journée, le gouverneur du Wisconsin Tony Evers a annoncé avoir lui aussi certifié les résultats du scrutin dans son Etat qui a voté pour Joe Biden, après avoir aidé à élire Donald Trump en 2016.

L'Arizona a également certifié la victoire du candidat démocrate au Sénat, Mark Kelly, afin qu'il "puisse prêter serment aussi vite que possible", a souligné M. Ducey.

La certification des résultats ne signe pas forcément la fin des recours devant les tribunaux, l'Arizona permettant par exemple de contester les résultats même après qu'ils ont été validés. L'équipe de campagne de M. Trump a en effet tenté – sans succès jusqu'ici – d'entraver par des recours judiciaires le processus de certification des résultats dans les Etats-clés remportés par M. Biden.

Photo: DR

Photo: AFP/L'Union